

MAMBO !

La lettre d'information de l'Institut français de recherche en Afrique

Volume VI, n° 1; 2007

Les évolutions politiques au Kenya à l'approche des élections 2007

Alors que les rumeurs d'une dissolution imminente du Parlement et d'élections générales avant les vacances de Noël se multiplient, l'activité politique kenyane paraît s'intensifier. En moins d'un mois, les trois principaux candidats à la présidentielle, Mwai Kibaki, Raila Odinga et Kalonzo Musyoka, ont successivement lancé leur campagne électorale, s'appuyant respectivement sur le Party of National Unity (PNU), l'Orange Democratic Movement (ODM) et l'Orange Democratic Movement of Kenya (ODM-K). De plus, et pour attirer les électeurs, les deux favoris, Mwai Kibaki et Raila Odinga semblent mobiliser leurs alliés-clé dans les régions stratégiques du pays¹.

Par ailleurs, alors que Mwai Kibaki semblait dominer les sondages d'opinion depuis le milieu de l'année 2006, sa popularité diminuerait progressivement puisque, pour la première fois, à la fin du mois de septembre 2007, Raila Odinga prit la tête des intentions de vote². Les explications de ce renversement de tendance sont certainement multiples, mais elles pourraient tenir essentiellement à deux facteurs : d'une part, au retard pris par Kibaki pour le lancement véritable de sa campagne et, d'autre part, aux divisions dans le camp Orange, qui conduisirent à la scission du mouvement mais rendirent paradoxalement la situation plus claire pour Raila Odinga et ses partisans.

Un lancement de campagne tardif pour Mwai Kibaki

Très rapidement, le grand espoir suscité en 2002 par l'élection à la présidence de Mwai Kibaki, fit place aux désillusions et l'année 2005 se révéla particulièrement difficile pour le Président³. Sa débâcle lors du référendum sur le projet de nouvelle Constitution s'accompagna, à la fin de l'année, d'une vague de sécheresse dans le Nord-Est du pays qui menaça la vie de près de trois millions et demi de Kenyans. L'échec du référendum mit également un terme au Gouvernement d'Unité Nationale, après le renvoi des sept ministres qui appelèrent à voter 'NON'⁴. L'année 2006 aussi ne fut pas plus facile pour le Président, en raison d'une multitude de scandales et de déroutes, accusations de corruption qui coûtèrent leur poste à plusieurs ministres⁵, l'affaire des présumés mercenaires Artur⁶, le raid policier contre la chaîne de presse Standard⁷ et les difficultés financières de la chaîne de supermarchés Uchumi⁸. L'administration Kibaki eut encore à faire face à de nombreux actes de violence, en particulier des luttes inter-communautaires dans la région du Mont Elgon et des affrontements liés à la secte *Mungiki* dans la Province Centrale et dans le bidonville de Mathare à Nairobi. Alors que l'ensemble de ces événements aurait pu logiquement affaiblir le camp présidentiel, ce dernier parvint pourtant

à maintenir une certaine popularité. Dès mai 2006, lors d'élections partielles à Marsabit, à Moyale et à Nakuru, trois candidats soutenus par Mwai Kibaki remportèrent d'ailleurs les suffrages⁹ et plusieurs sondages d'opinion réalisés en 2006 et 2007 donnaient ce dernier comme le candidat préféré des Kenyans à la présidentielle. Cette relative popularité du Président sortant tenait pour une large part aux succès indéniables de son administration dans le domaine économique, le pays ayant bénéficié de taux de croissance records et de la renaissance de plusieurs compagnies industrielles (*Kenya Meat Commission, Kenya Co-operation Creameries, Mumias Sugar Company, Kenya Seed Company*). Mwai Kibaki peut également se féliciter du programme d'éducation primaire gratuite, qui aurait profité à plus de sept millions d'enfants, ainsi que de l'établissement du « *Youth Fund* » et du « *Constituency Development Fund* ». Il ne se prive d'ailleurs pas d'invoquer ces réussites pour demander aux Kenyans de le réélire afin que « le travail continue »¹⁰, même si ce n'est que le 16 septembre 2007 qu'il annonça officiellement la formation qui soutiendrait sa campagne.

Ainsi, pendant une bonne partie de l'année 2007, la question politique majeure aura porté sur le parti politique que le Président sortant Mwai Kibaki allait représenter. Alors que ce dernier avait été élu en décembre 2002 comme

Ambank House, Utalii Lane, P.O. Box 58480 - 00200 Nairobi, Kenya

Tel : 254 20 222 19 22 : Fax : 254 20 24 13 59

E-mail : contact@ifra-nairobi.net : Site web : www.ifra-nairobi.net

candidat de la *National Rainbow Coalition* (NARC)¹¹, le groupe se scinda lors de la campagne pour le référendum sur le projet de nouvelle Constitution, lorsque les députés du *Liberal Democratic Party* (LDP) s'allièrent à certains membres de l'opposition pour former l'*Orange Democratic Movement* (ODM) et appeler au rejet du texte. Après son échec au référendum¹² et parce que la NARC paraissait largement affaiblie après le départ du LDP, certains députés alliés de Mwai Kibaki formèrent un nouveau parti politique qu'ils appelèrent NARC-Kenya¹³. Pourtant, le Président n'annonça jamais officiellement son soutien à la NARC-K car quitter la NARC aurait signifié qu'il abandonnait le parti avec lequel il avait accédé à la présidence. Mais parallèlement, il lui aurait été difficile d'annoncer sa candidature sous étiquette de la NARC, en raison du départ de la plupart de ses membres. C'est sans doute pourquoi Mwai Kibaki attendit le mois de septembre 2007 pour enfin annoncer qu'il serait candidat à la présidence avec l'appui d'une nouvelle formation, le *Party of National Unity* (PNU), une coalition de plusieurs groupes politiques lui étant favorables¹⁴. Toutefois, le choix de ce parti ne rendit pas la campagne du Président sortant plus lisible, du fait de l'alliance de circonstance entre ces formations aux intérêts variés. La division se cristallisa autour des candidatures aux élections civiques et parlementaires, pour lesquelles divers groupes souhaitaient présenter des aspirants en leur propre nom, plutôt que sous étiquette PNU. À l'issue d'intenses discussions entre les partis intéressés, il fut convenu que toutes les formations présenteraient leurs postulants sous étiquette du PNU, à l'exception de la *Kenya African National Union* (KANU), autorisée à présenter des candidats indépendants¹⁵. Mais ce traitement de faveur souleva

l'opposition des membres d'autres groupes, qui annoncèrent leur intention de faire de même, de crainte de voir leurs partis absorbés par le PNU¹⁶.

Ces divisions, ayant monopolisé les débats au sein du PNU alors qu'il était indispensable de mobiliser les membres de la nouvelle coalition autour de thèmes communs de campagne, ont certainement contribué au retournement de tendance de la fin septembre et à la chute de Mwai Kibaki dans les sondages. D'autant plus que, du côté du camp Orange, la scission du mouvement en deux factions opposées a mis fin à la lutte de leadership entre Raila Odinga et Kalonzo Musyoka et permis au premier de se concentrer véritablement sur sa campagne, participant ainsi à l'intérêt grandissant de l'opinion publique en sa faveur.

Les divisions du camp Orange et la consécration de Raila Odinga comme candidat de l'ODM

À l'origine groupe de pression pour lutter contre le projet de Constitution Wako lors du référendum de novembre 2005, le mouvement Orange, qui devint officiellement un parti politique en août 2006, sous le nom d'*Orange Democratic Movement Kenya* (ODM-K), ne reposait en réalité que sur une alliance de circonstance, le rendant particulièrement fragile¹⁷. La création de ce nouveau parti répondait certainement à la volonté de faire face à la NARC-K, les bons résultats de la formation lors des élections partielles de juillet ayant convaincu les membres du mouvement Orange de la nécessité de demeurer unis s'ils ne souhaitaient pas être mis en échec en 2007. Cependant, dès ses origines, le collectif, regroupant essentiellement des députés du LDP, de la KANU et du *Liberal Party of Kenya* (LPK), suscita le

débat dans les rangs de la KANU. Une fraction de ses membres craignait, en effet, que la formation, la plus ancienne du Kenya, ne soit dissoute au sein d'ODM-K, comme ce fut le cas précédemment avec les partis politiques ayant formé la NARC. La KANU se divisa alors entre deux camps, l'un allié à Uhuru Kenyatta et à William Ruto, favorables à un rapprochement avec le parti Orange, et l'autre autour de Nicholas Biwott, opposé à toute association avec le nouveau groupe. Le clivage s'aggrava lorsque l'ancien Président Daniel arap Moi apporta son soutien à Mwai Kibaki dans la course à la présidence. Certes, une telle alliance paraît particulièrement surprenante¹⁸, ne répondant sans doute qu'à l'hostilité commune des deux hommes envers Raila Odinga, cependant, un tel rapprochement aurait pu représenter la menace la plus sérieuse pour ODM-K, essentiellement dans la Rift Valley, où Moi jouit toujours d'une certaine influence auprès de la communauté Kalenjin¹⁹. De plus, la décision de Daniel arap Moi de soutenir Mwai Kibaki plaça Uhuru Kenyatta dans une position extrêmement délicate, dans la mesure où il lui devenait difficile de maintenir sa candidature à la présidentielle, contre les vœux de son mentor, au risque de diviser irréversiblement la KANU. Aussi, Uhuru Kenyatta se retira finalement du camp Orange pour, à son tour, apporter son soutien à la candidature de Mwai Kibaki²⁰. Paradoxalement, cette alliance improbable entre Kibaki, Moi et Kenyatta a pu favoriser la popularité de Raila Odinga. D'une part, il n'est pas certain que la prise de position de l'ancien Président ait réellement joué en faveur de Mwai Kibaki, l'influence de Daniel arap Moi sur l'électorat de la Rift Valley étant beaucoup moins important que par le passé²¹. De plus, d'après certains, le Gouvernement Kibaki aurait

victimisé les Kalenjins, raison pour laquelle ils préféreraient voter pour d'autres candidats²². Enfin, la position de Uhuru Kenyatta vis-à-vis du mouvement Orange fut toujours assez ambiguë et son soutien assez incertain. Aussi, sa défection aura peut-être permis au mouvement d'apparaître plus soudé, même s'il se divisa par la suite.

Outre le départ de Uhuru Kenyatta, le camp Orange dut, en effet, faire face à la lutte de leadership entre Raila Odinga et Kalonzo Musyoka, les deux favoris à l'investiture du parti, qui s'étaient opposés sur la méthode de sélection du futur postulant de l'ODM-K à la présidentielle²³. Les tensions entre les deux hommes, exacerbées par la lutte pour le leadership du LDP, prirent une telle tournure qu'en juillet 2007, Kalonzo Musyoka quitta le LDP pour rejoindre le LPK, dirigé par Julia Ojiambo. Il s'en suivit une scission du mouvement Orange, Raila Odinga reprenant le groupe créé par Mugambi Imanyara après le référendum de 2005 et qui avait pour nom « *Orange Democratic Movement Party* » (ODM), alors que Kalonzo Musyoka demeurait au sein de l'ODM-K. Après la division, Kalonzo Musyoka fut officiellement nommé candidat d'ODM-K à la présidence et Raila Odinga désigné pour représenter l'ODM. Ainsi, la course à la présidence sera une lutte à trois, même si Mwai Kibaki et Raila Odinga font figure de favoris, en raison de leur potentiel de mobilisation nettement plus important²⁴. Principal atout d'ODM par rapport au parti de Mwai Kibaki, Raila Odinga annonça, dès le début, que sa formation ne serait pas une coalition mais un parti d'individus, ce qui évita les questions qui se posent au PNU au sujet des candidats aux élections parlementaires et civiques. Le départ de Kalonzo Musyoka contribua certainement à la victoire

incontestable de Raila Odinga lors du choix du candidat d'ODM, ce qui participa aussi à asseoir sa popularité²⁵.

Si, pour le moment, aucune date n'a été annoncée pour les élections générales, il semble bien que le camp de Raila Odinga bénéficie d'une certaine euphorie, qui s'est manifestée par le soutien récent que lui apportèrent deux ministres du Gouvernement Kibaki, Charity Ngilu (Santé) et John Koech (Coopération Est-Africaine)²⁶. Certes, la prédiction en politique est un exercice périlleux, mais il n'est pas impossible que les difficultés de Mwai Kibaki à rassembler ses troupes puissent lui coûter de précieux bulletins de vote.

Notes

- 1 Mwai Kibaki s'appuie sur le soutien de l'ancien Président Daniel arap Moi et de Kipruto Kirwa (Ministre de l'Agriculture) dans la Rift Valley, de Chirau Ali Mwakwere (Ministre des Transports) sur la Côte, de Musikari Kombo (Ministre adjoint au Planning & au Développement National) dans l'Ouest, de Simeon Nyachae (Ministre de l'Énergie), ainsi que de divers députés de la province centrale. Raila Odinga bénéficie de la popularité de Musalia Mudavadi dans l'Ouest, de Najib Balala sur la Côte, de Joseph Nyaga dans le Centre et l'Est, de William Ruto dans la Rift Valley et de Fred Gumo et Reuben Ndolo à Nairobi.
- 2 Un premier sondage, publié le 29 septembre 2007 donna Raila Odinga en tête des intentions de vote, avec une côte de popularité à 47%, contre 38% pour Kibaki et 8% pour Musyoka. *Saturday Nation*, 29/09/07, "Raila tops table", p. 1. Ces chiffres furent confirmés par des sondages ultérieurs et, par exemple, le 13 octobre 2007, Raila Odinga obtenait 53% d'intentions de vote, contre 38% pour Mwai Kibaki et 8% pour Kalonzo Musyoka. *Saturday Nation*, 13/10/07, p. 4, "Raila stretches lead over his rivals".
- 3 *Sunday Nation*, 01/01/06, "2005 was horrible year for President and his close allies",

p. 12.

- 4 Après le rejet du projet de Constitution lors du référendum du 21 novembre 2005, Mwai Kibaki renvoya l'ensemble de son cabinet, à l'exception de son vice-président Moody Awori et de l'*Attorney General* Amos Wako, et le recomposa deux semaines plus tard, avec les mêmes personnes, sauf les sept ministres ODM, parmi lesquels figuraient Raila Odinga et Kalonzo Musyoka, qui furent remplacés par des parlementaires pro-Gouvernement.
- 5 Plusieurs « poids lourds » de l'administration Kibaki furent cités dans des affaires de corruption et les ministres Chris Murungaru, George Saitoti, ou David Mwiraria furent écartés de la scène politique. Les deux derniers furent cependant réintégrés dans le Gouvernement.
- 6 Deux frères de nationalité arménienne, Margaryan et Sargasyan, furent soupçonnés d'être entrés au Kenya en tant que mercenaires, avant qu'ils ne soient renvoyés début juin 2006, après qu'ils aient causé un incident sécuritaire majeur à l'aéroport international Jomo Kenyatta. Dans un rapport remis en septembre 2007, les frères Artur furent présentés comme des trafiquants de drogue qui auraient bénéficié de la protection des plus hautes sphères de l'État. *Daily Nation*, 28/09/07, pp. 4-5, "The Artur brothers were drug traffickers who enjoyed state security, says report".
- 7 Dans la nuit du 2 au 3 mars 2006, des officiers de police et des services secrets envahirent les bureaux du *Standard Group*, brûlant des journaux, stoppant les programmes de la chaîne de télévision KTN et causant des dommages et pertes s'élevant à plusieurs dizaines de millions de Shillings.
- 8 Toutes les antennes de la chaîne de supermarchés ont été fermées le 1^{er} juin 2006, en raison de l'incapacité du groupe à honorer ses dettes, d'un montant total de 3 milliards de Shillings. Certains magasins du groupe furent réouverts en juillet, après que le Gouvernement lui ait prêté 675 millions de Shillings.
- 9 Le 12 avril 2006, un accident d'avion

- coûta la vie à cinq députés, qui se rendaient dans la Province Nord-Est, pour mettre fin à des clashes entre clans rivaux. L'accident laissa vacants les trois sièges parlementaires de Marsabit, le siège unique de Moyale et un siège de Nakuru. Des élections partielles furent alors organisées, avec 26 candidats, dont 11 à Nakuru, 6 à Saku, 3 à North Horr, 3 à Laisamis et 3 à Moyale. Lors de ces élections partielles, la NARC-K remporta trois sièges, à Nakuru, North Horr et Saku et la KANU remporta les deux autres à Moyale et à Laisamis.
- 10 Le slogan du *Party of National Unity* est « *Kazi Iendelee* » (« que le travail continue »).
- 11 La *National Alliance of Kenya* (NAK), une coalition de quatorze partis politiques dont le *Democratic Party* (DP) présidé par Mwai Kibaki, s'allia à la Rainbow Alliance (qui deviendra plus tard le *Liberal Democratic Party*, LDP), de Raila Odinga, pour former la *National Rainbow Coalition* (NARC), qui remporta les élections générales de décembre 2002.
- 12 Le « Non » au référendum l'emporta à 57% des suffrages.
- 13 Plusieurs personnalités importantes rejoignirent le nouveau parti, telles que John Michuki (Ministre de la Sécurité Intérieure), Njenga Karume (Ministre de la Défense), Raphael Tuju (Ministre des Affaires Étrangères), Amos Kimunya (Ministre des Finances), Martha Karua (Ministre de la Justice et des Affaires Constitutionnelles), Kivutha Kibwana (Ministre des Terres ou Moody Awori (Vice-Président).

- L'un des traits majeurs du Neuvième Parlement est qu'une grande partie de ses députés, principalement ceux élus sous étiquette de la NARC, ont depuis changé de formation politique.
- 14 Parmi les partis politiques qui constituent le PNU figurent la NARC-K, le FORD-Kenya, le FORD-People, Safina, *Sisi Kwa Sisi*, *Shirikisho*, ainsi que d'autres formations de moindre importance.
- 15 *Daily Nation*, 11/10/07, pp. 1 & 4, "PNU strikes deal on nomination method".
- 16 *Daily Nation*, 12/12/07, p. 4, "Parties reject deal on PNU nomination". C'était le cas en particulier du New FORD-Kenya, de Shirikisho et d'Agina.
- 17 Le *Liberal Democratic Party* (LDP) de Raila Odinga s'était alors associé à la KANU de Uhuru Kenyatta dans le cadre du camp Orange, alors que les deux partis s'étaient opposés lors des élections générales en 2002.
- 18 Pour rappel, en 2002, Kibaki fut élu contre Uhuru Kenyatta, le candidat de la KANU soutenu par Moi.
- 19 La Rift Valley, qui compte le plus grand nombre d'électeurs (près de trois millions et demi) soutint Moi tout au long de sa présidence. Toutefois, aujourd'hui, la proportion d'électeurs que Moi pourrait convaincre de voter pour Kibaki est incertaine. De même, le contrôle de la KANU sur la région est problématique, en raison de la division du parti entre le camp de Kenyatta et celui de Ruto/Kosgey, toujours alliés à Odinga.

- 20 Ce ralliement suscita de nombreux commentaires dans la mesure où, dans une alliance inédite, le leader de l'opposition apporta son soutien au Président sortant.
- 21 L'influence de Moi est surtout importante sur la communauté Tugen (districts de Baringo et Koibatek), alors que les Kipsigis et les Nandi soutiennent plutôt Ruto.
- 22 Plusieurs Kalenjins ont été renvoyés de postes à haute responsabilité sous le Gouvernement Kibaki.
- 23 Alors que les partisans de Raila Odinga souhaitaient une désignation par consensus, les supporters de Kalonzo Musyoka préféraient un vote des délégués du parti.
- 24 L'électorat de Kalonzo Musyoka se limiterait essentiellement à l'Ukambani, sa région d'origine, alors que les deux autres candidats, s'ils ont une base régionale certaine, bénéficient aussi du soutien d'alliés de taille dans les différentes régions du pays.
- 25 Lors du vote pour la désignation du candidat ODM à la présidentielle, Raila Odinga fut choisi à près de 77% des suffrages.
- 26 Après ces ralliements, les deux ministres furent démis de leurs fonctions par Mwai Kibaki.

Anne Cussac
octobre 2007

Nouvelles de l'IFRA

Depuis septembre 2007, la direction de l'IFRA a changé. Le nouveau directeur est Bernard Calas, professeur de géographie à l'Université Michel de Montaigne de Bordeaux. Son adjoint est Jérôme Lafargue, Maître de conférences en science politique à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour.

Mot du rédacteur

Le mot « *Mambo* » est un mot de la langue Kiswahili, qui littéralement signifie 'les nouvelles' ou 'les renseignements'. Ce mot est communément utilisé comme salutation, « Quoi de neuf ? »

Directeur de publication
Bernard CALAS

Assistante éditoriale
Judie-Lynn RABAR

L'auteur est boursière de recherche à l'IFRA et doctorante à l'Université de Paris 1. Elle réalise une thèse en science politique sur les tribunaux de droit islamique au Kenya.
email : acussac@ifra-nairobi.net

Nairobi
IFRA

Ambank House. 11ème étage
Utalii Lane / Monrovia Street
P.O. Box 58480. 00200 City Square
Nairobi, Kenya
Tel. 222 19 22: Fax: 24 13 59